

Unité Départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 05 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **COOPERATIVE LE GOUessant (les Noës)**

Les Noes - SAINT-AARON  
22400 LAMBALLE-ARMOR

Code AIOT : 0005500108

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2022 dans l'établissement COOPERATIVE LE GOUessant (les Noës) implanté Les Noës 22400 LAMBALLE-ARMOR. L'inspection a été annoncée le 21/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COOPERATIVE LE GOUessant (les Noës)
- Les Noës 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005500108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

La coopérative LE GOUessant exploite au lieu-dit Les Noës - Saint-Aaron sur la commune de Lamballe-Armor une usine de fabrication d'aliments pour animaux. Ce site comprend 3 activités pilotées de manière distincte (avec des utilités communes) :

- fabrication d'aliments aquacoles
- fabrication d'aliments pour porcelets et d'aliments minéraux
- réception et stockage de céréales (destinées à être vendues ou utilisées)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prévention des effets de surpression,
- prévention de la propagation d'une explosion,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- stockage de pallox,
- rejets atmosphériques (poussières).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Effets de surpression – événements	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Découplage - Usine Poissons	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Effets de surpression – élévateurs des silos	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 3	/	Sans objet
3	Effets de surpression – broyeur sous-sol porcelet	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 3	/	Sans objet
4	Découplage	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 5	/	Sans objet
6	Traitement Odeurs	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 5	/	Sans objet
7	Prévention et lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 8	/	Sans objet
9	Stockage de Pallox	Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 10	/	Sans objet
12	Rejets Air - Surveillance	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 3	/	Sans objet
13	Rejets Air - Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4	/	Sans objet

En complément des constats ci-dessus, la visite sur site a permis de constater la présence de stockages en structure métallique avec toit gonflable.

L'un est destiné au stockage des produits finis et matières premières de l'usine "porcelets" : l'exploitant précise que ce stockage date de 2013 et a été pris en compte dans la dernière étude des dangers. L'autre a été installé en 2021 et sert au stockage des matières premières conditionnées de l'usine "poissons".

L'inspection demande à la coopérative LE GOUessant de vérifier les quantités de matières stockées au regard de la situation administrative autorisée du site et de vérifier que ces structures ne génèrent pas d'effets dominos sur d'autres installations du site en cas d'incendie.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mise en évidence deux non conformités relatives à la prévention des risques accidentels dans l'usine aquacole (absence d'évents et de protection de la station vrac en cas d'explosion du sécheur). Ces points sont connus de l'industriel et en cours d'étude pour mise en conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Effets de surpression – élévateurs des silos

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des effets de surpression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 17° bis) — Le capotage des têtes des élévateurs où une explosion est susceptible de se produire, notamment des élévateurs des silos, de l'Usine Porcelet et E4, EL, E13, E14 et E15 de l'Usine Poisson, est réalisé à l'aide de fixations peu résistantes (boulon nylon par exemple).
<b>Constats :</b> La visite sur site a permis de constater la présence de boulons nylon au niveau de la fixation des capotages des élévateurs contrôlés par sondage au sein de la tour "pair" du silo "coque". Il a cependant été noté pendant la visite sur site que certains boulons de fixation étaient métalliques. L'industriel a précisé que les boulons nylon s'usent plus vite et que le personnel de maintenance a remplacé "par erreur" certains boulons nylon usagés par des boulons métalliques. Un plan d'actions a été mis en place par l'industriel la semaine suivant la visite d'inspection ; la coopérative LE GOUessant a indiqué dans son mail du 25/03/2022 avoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- mis en conformité les fixations des tôles du haut des élévateurs du silo de stockage céréales,</li><li>- commandé des boulons nylon pour finaliser les changements sur les 2 usines,</li><li>- identifié par un marquage rouge l'emplacement des boulons nylon.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Effets de surpression – événements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des effets de surpression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  29° bis) - Afin de limiter les effets de surpression en cas d'explosion, des événements ou surfaces fragiles sont installés, conformément à l'étude des dangers en vigueur notamment en termes de surface et de résistance maximale aux surpressions, sur les volumes ou équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* filtre silo,</li> <li>* à compter du 1er janvier 2021 : Usine Poisson -  filtre FBRI, événement de 2,2 m2  et filtre FVFI2, événement de 0,56 m2 avec un conduit de 1 m dirigé vers une zone écartée.(...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'industriel indique que les événements de l'usine aquacole n'ont pas été mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- filtre FBR1 (au niveau du broyeur) : LE GOUSSANT précise avoir contacté des prestataires pour l'établissement de devis et indique que la mise en place d'un événement "classique" n'est techniquement pas possible compte-tenu de la situation du broyeur au milieu de l'usine et de la proximité d'autres bâtiments ; de nouveaux prestataires ont donc été recherchés pour trouver une solution alternative ; le responsable maintenance était en cours d'échange avec une société externe pour étudier les solutions envisageables : un système de type "manche lames" ou "accordéon" serait possible, mais nécessiterait le changement de la trémie du broyeur ;</li> <li>- filtre FVFI2 (au niveau du refroidisseur) : l'industriel a un projet plus global de remplacement du sécheur - refroidisseur actuel, les installations actuelles étant vieillissantes, énergivores et ne répondant plus aux normes de qualité actuelles de produits finis ; ce projet nécessite la construction d'une tour pour l'installation d'un nouveau sécheur vertical ; la problématique des événements d'explosion sera intégrée à la conception de ce projet ; un dossier de "porter à connaissance" est attendu courant 2023.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 3 : Effets de surpression – broyeur sous-sol porcelet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des effets de surpression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Enfin, le broyeur situé au sous-sol de l'usine Porcelet est maintenu à l'arrêt.</p>
<p><b>Constats :</b> La visite sur site a permis de constater l'arrêt du broyeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les câblages électriques BR1 ont été débranchés au niveau du local électrique</li> <li>- certains équipements du broyeur ont été démantelés, rendant l'utilisation du broyeur impossible en l'état.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Découplage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la propagation d'une explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  29° ter) - Afin d'empêcher la propagation d'une explosion d'un volume vers un autre, des dispositifs de découplage sont mis en place :  - entre le sous-sol de la tour de stockage et la galerie inférieure  - entre le sous-sol et le rez-de-chaussée de la tour de stockage  - entre la tour de stockage et les cellules adjacentes  - entre la tour de chargement et le hall  - à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020 : pour les portes donnant sur les cases (silo) et entre le cyclone et le filtre  Ces dispositifs sont constitués de parois, de trappes, de clapets ou de portes dimensionnées de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.  (...) Sauf impossibilité technique dûment justifiée, la fermeture des dispositifs contribuant au découplage est automatique.  (...)</p>
<p><b>Constats :</b> La visite sur site a permis de constater la présence de dispositifs de découplage (portes) dans la tour pair du silo coque :  - entre le sous-sol de la tour de manutention des silos et la galerie inférieure,  - entre la tour de manutention des silos et les cellules adjacentes,  - entre le rez-de-chaussée de la tour de manutention des silos et la fosse de réception.  A l'occasion de cette visite, il a été testé le capteur d'ouverture de la porte de découplage entre la galerie inférieure et la tour de manutention : le test a été concluant (information du capteur relayée à la supervision).  A noter que la galerie inférieure est sous ventilation des céréales, ce qui contraint le sens d'ouverture de la porte servant de découplage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Découplage - Usine Poissons

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention de la propagation d'une explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le 1er juillet 2020, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées une étude technico- économique sur les moyens à mettre en œuvre dans la tour Usine Poissons pour protéger la partie station en vrac produits finis d'une explosion au niveau du sécheur. Cette étude est accompagnée d'un calendrier de réalisation des travaux à réaliser. La solution retenue par l'exploitant suite à cette étude est mise en œuvre conformément au calendrier sus- visé et, en tout état de cause, avant le 1er janvier 2021.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant précise que cette problématique sera résolu avec le projet de remplacement du sécheur, qui comprend notamment le déplacement de la station vrac pour la "sortir" de l'usine.  Dans l'attente, LE GOUSSANT indique avoir démontés certains bungalows situés initialement près du sécheur et avoir placé le stockage à plus de 7m.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois



## N° 6 : Traitement Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A partir du 1er janvier 2021, l'air issu des séchoirs fait, de plus, l'objet d'un traitement des odeurs avant rejet à l'atmosphère.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique avoir procédé aux travaux nécessaires en 2020 (investissement d'environ 800 000 €) : lavage à l'eau + charbon actif de l'air chaud de l'usine aquacole issu des fumées du sécheur et du transfert des granulés. Il précise par ailleurs que ces installations de traitement d'odeurs ont une consommation électrique importante. La visite sur site a permis de constater la présence sur site et le fonctionnement de ces installations de traitement des odeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Prévention et lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 31°) - L'établissement dispose d'une réserve d'eau incendie d'un volume minimal de 2 400 m3 et dotée d'une plateforme d'aspiration accessible en permanence aux services de secours, permettant le raccordement simultané d'au moins deux engins de secours. En outre, l'établissement est équipé de moyens de secours contre l'incendie comprenant au moins : * des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; * de robinets d'incendie armés dans les bâtiments
<b>Constats :</b> Le site dispose d'une buse en place sur la dernière lagune du site. L'exploitant précise que la plate-forme d'aspiration a été empierrée et qu'un exercice incendie a été réalisé avec le SDIS en septembre 2019. La visite sur site a permis de constater par sondage la présence d'extincteurs et de RIA : il a notamment été visualisé la centrale RIA (réserve d'eau) permettant d'alimenter les RIA de l'usine aquacole.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Stockage de Pallox**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/03/2020, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 46° bis - Les stockages de bois et de matériaux analogues sont implantés conformément au porter à connaissance du 14 décembre 2016 et aux prescriptions fixées par l'arrêté du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration pour la rubrique n°1532. En particulier une distance suffisante est maintenue entre ces stockages et les autres installations (silos notamment) pour prévenir toute propagation du feu vers ou depuis les stockages en cas d'incendie. À défaut, un mur répondant aux caractéristiques REI120 est établi le long de la ou des paroi(s) à protéger. Il dépasse d'au moins un mètre le plus haut point du stockage et l'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées les documents attestant de la conformité des parois.
<b>Constats :</b> La visite sur site a permis de constater que les pallox sont stockés dans une zone clôturée, à l'entrée du site, avec une distance d'éloignement avec les silos.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Rejets Air - Surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La coopérative agricole "Le Gouessant" doit réaliser dans un délai de 4 mois à compter de la date du présent arrêté, une campagne de mesures portant sur : - les rejets de poussières (...) 3.1. Rejets atmosphériques La mesure porte sur les poussières. Les prélèvements sont effectués en période de forte activité en sortie de broyeur et de deux refroidisseurs représentatifs de l'usine «porcelet», d'un broyeur, d'un sécheur et du refroidisseur représentatif de l'usine «poisson» des matériels émettant des poussières canalisées de l'usine. (...)
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle en poussières des rejets atmosphériques date d'août 2020 : le rapport correspondant a été transmis à l'inspection par mail du 23/03/2022. Ce dernier porte sur les rejets suivants : - usine porcelet : presses n°1, 2 et 4 - usine poisson : broyeur n°1, microniseur et refroidisseur Il est mis en évidence un problème de cohérence entre les points de rejets atmosphériques réels, les points de rejets analysés par le bureau d'étude en 2020 et les points de rejets identifiés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'industriel indique que les points de rejet ont été modifiés suite à la mise en place du traitement des odeurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 13 : Rejets Air - Respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les concentrations en sortie des émissaires canalisés émettant des poussières à l'atmosphère tels que broyeurs, refroidisseurs et sécheurs à poisson doivent respecter les valeurs d'émission suivantes, qui se substituent à celles prescrites à l'article 2-I-8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1993 : - 20mg/Nm3 pour les poussières sèches, - 50mg/Nm3 pour les poussières humides ou collantes. Les dispositifs de filtration en sortie de ces équipements devront, en fin de vie, être remplacés par des dispositifs de filtration plus performants, conformes aux meilleures technologies disponibles.
<b>Constats :</b> Le rapport de la campagne d'analyses d'août 2020 met en évidence des résultats nettement inférieurs aux valeurs limite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet